

Questions orales

L'écart de 3c. le litre à la pompe—il n'a jamais été si prononcé—entre l'essence sans plomb et l'essence au plomb crée un grave problème écologique sur lequel le gouvernement doit se pencher. L'essence au plomb intensifie le problème des pluies acides et constitue aussi un danger pour la santé. Les Canadiens veulent que le gouvernement suive l'exemple de la Hollande, du Danemark et de l'Autriche. Il faut éliminer l'écart entre le prix des deux sortes d'essence, afin d'inciter les automobilistes à utiliser la bonne sorte d'essence et ainsi à protéger l'environnement et la santé humaine.

● (1415)

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR**LES DROITS DE DOUANE IMPOSÉS PAR LES ÉTATS-UNIS SUR LES BARDEAUX DE CÈDRE CANADIENS**

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Nous avons appris aujourd'hui que le ministre de la Justice, un des principaux ministres du Cabinet, a déclaré devant un auditoire américain une chose dont on se souviendra longtemps, à savoir que le gouvernement n'avait d'autre choix que de prendre des mesures de représailles. Pendant ce temps, les représentants du Canada rencontraient le négociateur des États-Unis, Peter Murphy, à Washington, pour demander une compensation. Ces deux initiatives sont totalement incompatibles et contradictoires. Par conséquent, avons-nous renoncé à demander une compensation? Dans l'affirmative, quelle est la teneur des discussions avec M. Murphy? D'un autre côté, si nous prenons des mesures de représailles, en quoi consisteront-elles et quand seront-elles prises? Ou faut-il en conclure que le ministre de la Justice a encore sacrifié à son habitude de parler à tort et à travers?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, il y a là plusieurs questions auxquelles j'essaierai de répondre. En premier lieu, les autorités canadiennes ont rencontré les représentants du gouvernement des États-Unis pour discuter de la compensation et de la réouverture du marché américain. Ces discussions se poursuivent. Je précise que, pour le moment, la compensation semble poser des problèmes. Apparemment, la législation américaine ne permet pas aux États-Unis de nous en accorder une. Nous explorons toutefois la possibilité de regagner notre accès à ce marché.

LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LES DROITS COMPENSATEURS AMÉRICAINS

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, au cours de ces entretiens, avons-nous fait valoir que le gouvernement du Canada avait l'intention de prendre des mesures de représailles, comme l'a dit le ministre de la Justice? Cette question est-elle venue sur le tapis? D'autre part, avons-nous demandé à M. Murphy si le gouvernement américain accepterait de suspendre les droits compensateurs pendant ces négociations, comme le premier ministre de la

Colombie-Britannique et d'autres l'ont demandé, de façon à ce que nous puissions négocier sans condition préalable, comme cela avait été annoncé il y a plusieurs semaines?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, nous n'avons cessé de répéter, sous une forme ou une autre, que le gouvernement devait réagir face à la décision que les États-Unis ont prise la semaine dernière. C'est bien clair. La suspension demandée portait sur les bardeaux. Il s'agit-là d'un problème important dont nous discutons avec M. Reisman et M. Murphy au cours de nos négociations commerciales.

LES EXPORTATIONS DE BOIS DE CONSTRUCTION

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, je remercie le ministre de sa réponse. Si M. Murphy et M. Reisman mettent sur le tapis la question de l'industrie du bardeau, vont-ils également parler de la requête que le gouvernement américain examine actuellement au sujet de l'industrie du bois de construction. Autrement dit, le gouvernement a-t-il de nouveau changé son fusil d'épaule et va-t-il discuter de ces problèmes dans le cadre des négociations globales même s'il avait dit qu'il n'en ferait rien?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, encore une fois, le député saute trop vite aux conclusions, pour dire les choses gentiment, en m'attribuant des propos que je n'ai pas tenus. Je n'ai rien déclaré de tel, comme il le sait parfaitement. Au cours de ces négociations, nous allons devoir discuter de ces litiges. M. Reisman et M. Murphy discuteront de la question.

M. Axworthy: C'est ce que j'ai dit.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Je tiens à bien préciser une chose, monsieur le Président. Nous allons voir comment procéder pour régler ces problèmes, mais sans essayer de les résoudre, comme le député l'a laissé entendre.

ON DEMANDE DE COMMUNIQUER AVEC LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

L'hon. Donald J. Johnston (Saint-Henri—Westmount): Monsieur le Président, je pense que je devrais me tourner vers le vice-premier ministre si on me le permet. Comme il le sait, l'ambassadeur américain aurait informé M. Shultz par câble que le gouvernement «a l'air de paniquer, comme prévu». Cela à la suite de la décision prise par le président d'imposer un droit de douane sur les bardeaux de cèdre. Nous ne voulons pas de panique. Nous ne voulons pas de lamentations. Nous réclamons des gestes concrets.

● (1420)

N'ayant pas donné suite à l'avertissement lancé par le premier ministre Bennett le 7 mai, ni à son appel, est-ce que le vice-premier ministre va nous donner l'assurance que lui ou le premier ministre vont donner suite au nouvel avertissement et au nouvel appel de M. Bennett en date du 20 mai? Est-ce que le vice-premier ministre ou le premier ministre vont entrer en contact immédiatement avec le président Reagan, pour lui demander de stopper les procédures compensatrices visant nos exportations de résineux canadiens?